La dette publique contre les peuples

Comment l'Union Européenne organise la crise économique et sociale de la nation française par la dette.



Au MS 21, une de nos priorités est de lutter contre le néo-libéralisme. Cette priorité n'est pas un dogme. Elle est fondée sur une constatation simple et qui apparaît à la lumière des événements survenus notamment en Grèce : le néo-libéralisme est un ensemble de règles construites par et pour une classe dirigeante au détriment du peuple. Nous nous proposons ici de montrer comment le mécanisme de la dette est une des armes les plus efficaces dans cette offensive néo-libérale, ou, autrement dit, de voir comment les financiers – s'appuyant sur les institutions européennes - utilisent la dette pour assujettir les peuples et les nations à leur seul profit.

Il faut arrêter d'accorder le moindre crédit aux fables qui sont colportées par la grande majorité des médias sur cette question. Non, en France, la puissance publique ne vit pas au-dessus de ses moyens. Non, les collectivités territoriales n'ont pas trop d'équipements sportifs, de crèches, de centres culturels et de transports scolaires. Non, l'État n'a pas une police trop nombreuse, des écoles trop bien équipées et des services publics pléthoriques. Non, la sécurité sociale n'est pas un luxe pour des sous-citoyens gaspilleurs. C'est même exactement la réalité contraire qui devrait heurter le bon sens de nos concitoyens : des régions entières sont menacées de désertification en matière de santé, d'équipements et de services ; de nombreux collèges n'ont pas suffisamment de personnel pour assurer une éducation de qualité, des pans entiers de l'Université sont laissés dans une absence de moyens criante et – problème central où la question politique rejoint une forme minimale de

morale civique – des millions de personnes âgées terminent leur vie dans des mouroirs indignes.

A l'opposé de cette évolution, nous pensons au MS21 que tout est question de choix politiques et que la puissance publique doit se donner les moyens d'incarner le lien social entre tous les citoyens. Elle représente le pacte républicain avec des principes fondamentaux : des recettes par l'impôt, une redistribution pour l'intérêt général, des investissements pour l'avenir.

Pourquoi cet acharnement ?

Alors, pourquoi un tel acharnement à vouloir appauvrir la puissance publique par l'endettement? La réponse est simple. Dans un espace clos, les grands opérateurs privés ne peuvent maintenir leur profit. Il leur faut donc étendre leur emprise et ils n'ont pour cela que trois solutions :

- gagner des marchés dans des pays étrangers par le libre-échange généralisé
- alimenter un espace virtuel où l'argent se multiplie lui-même en financiarisant l'économie et enfin
- conquérir en interne des marchés historiquement dévolus à la sphère publique.

Et sur ces trois points, pour arriver à leur fin, ces opérateurs privés ont un impérieux besoin de l'endettement de la sphère publique, et ceci pour plusieurs raisons. En premier lieu, l'appauvrissement des États-nations les rend vulnérables à la prédation économique des multinationales qui pillent leurs ressources humaines, leurs infrastructures et leurs ressources naturelles.

Ensuite, affaiblies par l'endettement, ces mêmes nations se retrouvent incapables de prendre des mesures institutionnelles et juridiques pour limiter les abus de la financiarisation et elles sont même sollicitées – comme lors de la crise financière de 2008 - pour réparer les dégâts qu'elle engendre (plus de 2000 milliards d'euros des États de l'Union européenne vers les banques, excusez du peu…).

Enfin, ces mêmes opérateurs utilisent l'argument du déficit public pour exiger des nations la privatisation des secteurs les plus lucratifs de leur économie.

La dette est donc un outil créé artificiellement pour l'enrichissement d'une oligarchie financière mondiale et de ses serviteurs. Installant dans le pays une politique sociale qui est le plus souvent dégradée (santé, éducation, chômage, retraites, …), la dette provoque en contrecoup l'appauvrissement systématique de tout le reste de la population. Au MS21 nous pensons que ce système destructeur doit maintenant trouver face à lui des citoyens désireux de reprendre en main leur destin en opposant la démocratie et la souveraineté à cette dictature, à peine déguisée, des marchés financiers.

Comment se construit une dette ?

Pour construire une bonne dette bien « juteuse », l'oligarchie financière a une recette infaillible. Regardons de plus près comment elle a fonctionné dans un pays comme la France

A- Il faut tarir les recettes publiques

Qui n'a pas entendu le fameux refrain « *nous vivons au-dessus de nos moyens* ». Tel est le discours tenu aux Français par la quasi totalité des partis politiques complices de l'oligarchie financière. En fait, durant ces dernières années, les dépenses de l'État français n'ont pas augmenté, ce sont les recettes qui ont baissé. Ces pertes sont savamment organisées par des évasions fiscales : de 60 à 80 milliards (Mds) d'euros par an, avec peu de retour car il y a peu d'enquêteurs sur ce type de délit financier, il faut bien faire des économies de personnel !! Par exemple, sur plus de mille entreprises étrangères qui ont leur siège au Luxembourg, celles qui ont leur activité en France ne payent pas les impôts correspondants. Merci à M. Junker, ancien chef du gouvernement luxembourgeois devenu aujourd'hui Président de la Commission de l'Union européenne (UE).

On notera également que les cadeaux fiscaux et les multiples réductions d'impôts décidés depuis dix ans par les gouvernements successifs représentent un manque à gagner pour l'État français de 100 Mds d'euros.

Il faut enfin ajouter la baisse annoncée des dépenses publiques de 50 Mds d'euros demandée par la Commission Européenne, ce qui va entraîner mécaniquement une baisse du PIB d'un coefficient de 1,5 soit 75 Mds d'euros. La conséquence de cette baisse est prévisible : outre une aggravation de la situation des plus pauvres elle conduit mécaniquement à une hausse relative du pourcentage de la dette par rapport au PIB alors que cette même Commission demande une baisse du taux de cette dette. Encore une aberration

B- Il faut privatiser la création monétaire

Tous les mercredis, à Bercy, un fonctionnaire du Ministères des finances choisit sur quel marché financier l'État français va s'adresser pour emprunter les quelques milliards d'euros nécessaires à sa trésorerie pour la semaine en cours. Cette quasi-obligation pour l'État d'emprunter aux marchés financiers (et non plus de « battre » sa propre monnaie) remonte à une Loi de V. Giscard D'Estaing votée en 1973, sous la Présidence de G. Pompidou ; ceci est devenue après Maastricht la règle de l'Union européenne. Ainsi, suite à l'obligation pour l'État d'emprunter avec intérêt aux banques privées, l'État français verse de 45 à 50 Mds d'euros par an en intérêts (ceci est appelé la charge de la dette), soit l'équivalent de la totalité de l'impôt sur le revenu de l'ensemble des français !! Une énorme dépense supplémentaire hors de tout fondement économique. Pourquoi l'État français est-il obligé de passer par des prêteurs privés avec intérêts au lieu d'emprunter directement à une Banque Centrale comme cela s'est pratiqué après la Seconde guerre mondiale pendant la période dite des Trente glorieuses? Nous attendons toujours la réponse.

Sans ces intérêts la dette ne serait – comme le précisait d'ailleurs Michel Rocard fin 2012 - que de 16% du PIB, soit 300 Mds d'euros contre les 2 000 Mds d'euros actuels. Cet endettement de l'État est ainsi provoqué pour le plus grand bonheur des banques privées qui perçoivent une manne financière sans participer en quoi que ce soit à la production de richesses dans notre pays. Ce système, constitutionnalisé par les traités européens est verrouillé par la Banque Centrale Européenne (BCE) qui est indépendante des gouvernements élus. Elle n'a qu'un seul objectif affiché - lutter contre l'inflation - et fait semblant d'ignorer la dimension économique et sociale de ses choix. Elle n'a de compte à rendre à personne et n'est qu'un instrument au service des banques privées et des milieux financiers alors qu'elle devrait être un outil au service de l'économie des États et des citoyens. Chaque citoyen doit maintenant faire cette simple constatation : au-delà du cas français, le fonctionnement actuel de la BCE condamne toute perspective d'Europe sociale à un échec inévitable. Ce choix a été fait délibérément et marque la signature de la construction européenne.

C- Organiser l'obsession de la monnaie forte et la peur de l'inflation

N'ayons pas peur de caractériser le capitalisme financiarisé et les capitalistes. Un capitaliste, dans sa nature même, cherche le profit, c'est à dire amasser, stocker, thésauriser. A partir d'un certain niveau de profits, il aime les coffres en Suisse, les stock-options, les dividendes, les valises de billets et les créances. Mais tous ces équivalents ont un point faible : la valeur de la monnaie. Dans une démocratie souveraine, cette valeur - qui n'est qu'une convention sociale définie politiquement - peut être amenée légitimement pour des raisons conjoncturelles à baisser dans l'économie interne d'un pays (inflation) ou vis à vis d'autres pays (dévaluation). Pour éviter cette éventualité qui menacerait à court terme le capital, c'est à dire les profits, les tenants de ce capital ont une obsession dogmatique : préserver la valeur de leur trésor (le capital) par une monnaie forte et rigide.

Pour cela, ils ont institutionnalisé la concurrence libre et non faussée qui organise la déflation salariale et ils ont instrumentalisé le chômage de masse qui jugule mécaniquement l'inflation. Mais cette baisse générale des prix et des salaires (déflation) est un poison mortel pour l'économie. Car, sur le plan économique global, payer moins est attractif à court terme mais, à moyen terme, rend les classes populaires encore plus pauvres : moins d'activités pour les entreprises entraîne la réduction des investissements, des salaires et des cotisations sociales, puis nouvelle baisse des prix et nouveaux licenciements dans une spirale sans fin qui mène à l'austérité générale que nous connaissons. Une telle situation conduit toujours à l'endettement des caisses de l'État : moins d'argent rentre dans les caisses de l'État et plus doit en sortir pour gérer les dégâts sociaux dont celui du chômage. Ce déséquilibre auto-entretenu oblige l'État à emprunter et à augmenter irréversiblement sa dette (et son poids en intérêts).

D- Fixer un cadre institutionnel arbitraire et contraignant en méprisant la souveraineté des peuples

Tout ce dispositif - qui n'a pour seule cohérence que l'intérêt d'une classe dominante - ne peut se maintenir que dans un cadre institutionnel et juridique taillé sur mesure et bétonné par les traités européens. Ainsi le déficit est limité aux 3% du PIB. Le haut fonctionnaire du Ministère des Finances auteur de ce chiffre difficile à établir a reconnu par défaut s'être inspiré de la Trinité ! En fait, lors d'un conseil de l'Europe, voyant que les chefs de gouvernements ne pouvaient définir un chiffre, Pierre Bérégovoy proposa ce pourcentage.

Autre précepte divin : la dette doit être limitée à 60% du PIB pour éviter une crise. Ce ratio fut établi d'après le modèle économique élaboré par deux grands économistes. Mais quelque temps plus tard, il a été démontré que leur programme informatique était erroné.

Que dire enfin des fameux « Stress tests » des banques censés prévenir les nouveaux risques de crise bancaire ? Ils se sont révélés eux aussi non valables, comme avec la banque Daxia qui avait passé tous ses tests haut la main pour se retrouver en quasi faillite quelques mois plus tard et que le service public dut sauver à grands frais. C'était certainement la faute inexcusable du niveau de vie trop élevé des citoyens ….dont le salaire médian est aux alentours de 1500 euros net par mois !!

On le voit, toutes ces incohérences ne sont que le camouflage d'une domination violente et les arguments qui ambitionnent de les justifier sont faibles. La compréhension des principes fondamentaux de l'économie par la population est donc un des enjeux majeurs de notre époque. Le MS21 veut s'atteler à cette tâche d'éducation populaire en faisant connaître, en particulier, le torpillage délibéré de notre économie et de notre modèle social hérité du Conseil National de Résistance (CNR) de 1945.

Chers concitoyens, il est temps de sortir de cette austérité générale qui frappe la France et de nombreux pays d'Europe. Il est temps de préparer ensemble un vaste coup de balai pour remplacer nos élus inféodés depuis bien trop longtemps à l'orthodoxie libérale et palier l'inertie coupable de nos partis politiques défaillants.